



AMBASSADE DE SUISSE
EN ESPAGNE

J.11.- I/w.

MADRID, le 25 avril 1961.
Zurbano, 25, Tel. 24-23-54

RAPPORT POLITIQUE N° 6

Comment le Général Salan
a pu échapper à la sur-
veillance de la police
espagnole et rejoindre
les mutins d'Alger.

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Bien que le général Raul Salan soit loin de jouer un rôle capital parmi les acteurs du drame d'Alger dont le grand premier est le général Maurice Challe, il est néanmoins intéressant de connaître les détails de sa fuite de Madrid, samedi dernier, car cet événement pourra se répercuter négativement sur les relations hispano-françaises qui, depuis deux ans, accusaient une très réjouissante amélioration.

Par mon rapport du 20 décembre dernier, je vous avais mis au courant de l'entrée en Espagne de quelques uns des fugitifs du procès des barricades et de la surveillance très étroite que - pour déférer aux désirs de Paris - la police espagnole exerçait sur le général Salan et son homme de confiance Ferrandi, P. Lagaille, Ronda, Susini, etc. La police espagnole surveillait étroitement les hôtels où ces personnes résidaient à Madrid en informant tous les jours de leurs faits et gestes l'inspecteur que les Services Spéciaux de Paris ont envoyé à Madrid à cet effet.

Monsieur le Conseiller Fédéral
Max P e t i t p i e r r e ,
Chef du Département politique fédéral,
B e r n e



Or, dimanche dernier, on apprit ici, par des communiqués de presse, que le général Salan, P. Lagail-
larde et Susini avaient rejoint les mutins d'Alger.

Les renseignements qui m'ont été donnés sur la fuite de ces personnages par les journalistes, étant un peu confus et les fonctionnaires du ministère des Affaires Etrangères gardant, à ce sujet, un silence absolu, j'ai demandé ce matin une entrevue à M. de Margerie, Ambassadeur de France qui, en dépit la fébrile activité que lui imposent les événements que nous vivons m'a amicalement fait le long exposé que je vais vous rapporter ci-dessous, en me recommandant la plus grande discrétion. Voici ce qu'il m'a dit:

"En rentrant vendredi dernier des Iles Canaries, j'ai trouvé un télégramme du chef de Cabinet de Couve de Murville me chargeant de demander aux Espagnols s'ils n'avaient rien remarqué de spécial dans l'entourage du général Salan, tout en les priant de renforcer la surveillance. Je me rendis chez M. Castiella qui me déclara que l'attitude du Gouvernement espagnol demeurait celle de toujours, c'est à dire de la plus complète compréhension pour les problèmes français et qu'il allait faire le nécessaire pour me donner de plus amples informations sur le point précis que je lui soumettais. Il me fit en effet savoir plus tard qu'on avait remarqué que le général avait reçu ces derniers jours beaucoup plus de visites que d'ordinaire, mais que comme il a des parents en Espagne et qu'il est ici depuis longtemps il n'y a pas de quoi s'alarmer. Le samedi 22 avril, à 6 heures du matin j'ai reçu un télégramme urgent m'annonçant le 'pronunciamiento' et me chargeant de solliciter des Espagnols un redoublement de surveillance sur les réfugiés que l'on sait. A 9 heures j'ai réussi à voir M. Castiella qui

ignorait encore tout ce qui s'était passé à Alger, ce qui démontre l'inefficacité des services du Ministère des Affaires Etrangères. Il prit acte de mes déclarations, il manifesta sa surprise et ses préoccupations et il me promit d'intervenir immédiatement. En effet, à 11 heures il m'envoya M. Los Arcos, de la Direction de la Politique Extérieure du Ministère des Affaires Etrangères, porteur de peu de renseignements, mais de quelques exigences espagnoles très précises. Vous savez que M. Castiella évite, s'il le peut, de dire lui-même les choses désagréables et les fait dire par d'autres. Il me faisait savoir que la surveillance à l'hôtel de M. Salan avait constamment été maintenue, mais que la police avait perdu le contact avec le général depuis le matin à 7 heures et demie; que les Autorités espagnoles étaient disposées à continuer à nous prêter la main, mais que cela deviendrait impossible si les Autorités françaises continuaient à permettre aux exilés volontaires espagnols de conspirer en France contre le Gouvernement de Franco, d'inciter le peuple espagnol à la révolte, de faire une propagande insensée en faveur d'un gouvernement espagnol fantôme dirigé par le trop célèbre Prieto qui tenait à Toulouse des discours incendiaires. M. Castiella m'envoyait un exemplaire du journal 'El Socialista' publié à Toulouse, à l'appui de son message. J'envoyai alors un télégramme à Paris sur les demandes espagnoles, en suggérant qu'on fasse quelque chose et qu'on expédie au moins Prieto au Mexique afin de donner une certaine satisfaction au Gouvernement espagnol dont les revendications me paraissent justifiées. Je n'ai pas reçu de réponse à ce télégramme de samedi. - Dimanche matin, Paris m'informa par télégramme de l'arrivée de Salan et de Lagailarde à Alger, sans commentaires et sans me donner des instructions. L'inspecteur des Services Spéciaux de Paris, à Madrid, savait déjà par la police

espagnole qu'elle avait définitivement perdu les traces de Salan et de Lagailarde, mais que Ortiz, qui vivait à Mallorca, avait été empêché de s'embarquer et arrêté, au moment où il s'apprêtait à fuir. - Je n'ai pas voulu déranger le ministre des Affaires Etrangères puisque le mal était fait et puisque Salan n'est pas une figure importante dans le drame d'Alger, mais lundi matin je sollicitai un rendez-vous de M. Castiella qui me reçut tout de suite. Bien que sans instructions (ceci uniquement pour vous) je lui dis que Paris était extrêmement déçu à cause de ce qui s'était passé malgré les promesses formelles qui nous avaient été faites et que les Autorités françaises se demandaient comment la fuite avait pu avoir lieu. J'ajoutai qu'il s'agissait maintenant d'examiner comment on pourrait remédier au mal qui avait été fait à l'ensemble de nos relations. M. Castiella me répondit sur un ton très sérieux que la surveillance avait été maintenue comme convenu, et que le général Salan avait disparu au cours d'une promenade qu'il faisait depuis toujours, tous les matins, à 7 heures et qui n'avait donc donné lieu à aucune préoccupation (le coup classique); que sa fuite avait dû se produire dans les circonstances suivantes: trois citoyens espagnols avaient loué au début de la semaine, un appareil de la compagnie espagnole 'Aviaco', pour faire une promenade le dimanche suivant, le 23 avril, aux îles Baleares; cet avion, piloté par un aviateur civil connu, partit en effet dimanche matin très tôt. On remarqua qu'il alla jusqu'à l'extrême bout de la piste où il s'arrêta quelques secondes avant de revenir et de prendre le vol. On pense que c'est à ce moment que les trois Français, Salan, Ferrandis et peut-être Susini ont pris la place des trois touristes espagnols; l'avion est revenu dans l'après-midi et le pilote a déclaré à la police qui l'a interrogé,

qu'arrivé au dessus de Mallorca avec ses trois passagers, un défaut du moteur l'a empêché de se poser et qu'il dut aller en Afrique en vue de la réparation, d'où il revint immédiatement. Le ministre a ajouté que bien que cette version paraisse peu vraisemblable, la police espagnole se trouve dans l'impossibilité de poursuivre l'enquête faute d'éléments de preuve contre le pilote et que du reste le ministre de l'Intérieur lui a dit à plusieurs reprises qu'il ne voit pas comment on lui demande constamment d'empêcher de sortir d'Espagne des personnes qui n'ont jamais rien fait contre elle et qui ne sont coupables d'aucun crime, une telle attitude étant contraire à toute la politique espagnole. M. Castielle poursuivit en disant que les Autorités espagnoles ne cessent de se demander comment la France peut exiger continuellement, des interventions de ce genre du Gouvernement espagnol, alors que le Gouvernement français laisse les exilés espagnols, alliés des communistes, agir en toute liberté contre le Gouvernement espagnol, convoquer de vastes assemblées, publier des pamphlets et surtout des journaux, autoriser des conférences mondiales, etc. dont le but est d'anéantir le Gouvernement espagnol et de replonger l'Espagne dans la guerre civile en la jetant dans les bras du communisme. Il ajouta encore qu'il n'avait pas pu parler avec le général Franco qui est en voyage en Andalousie, mais que le caudillo lui avait souvent signalé avec douleur cette incroyable contradiction dans la politique apparemment amicale du Gouvernement français vis-à-vis de l'Espagne. - J'ai naturellement fait valoir vis-à-vis du ministre les arguments que vous savez et le besoin absolu pour le général de Gaulle de ménager les socialistes, mais M. Castiella a été très ferme et il m'a demandé de rapporter à Paris tout ce qu'il m'avait dit, en faisant remarquer que l'incident Salan était bien peu

de chose si on pensait à l'impossibilité pour la police de surveiller absolument tous les actes d'un homme auquel la France donnait bien peu d'importance et pour la surveillance duquel il y avait du reste à Madrid, un inspecteur français qui aurait dû, plus que les policiers espagnols, suivre les événements et leurs protagonistes. Je répondis à M. Castiella que j'espérais beaucoup que ce qui s'était passé ne troublerait pas trop nos relations et que je transmettrais son message à Paris, mais que je le priais de dépêcher en même temps son ambassadeur dans la capitale française, auprès de M. Couve de Murville, pour accentuer la pensée du Gouvernement espagnol. Il m'a téléphoné ce matin qu'il venait d'envoyer M. Los Arcos à Paris pour transmettre des instructions complètes à son ambassadeur. Il est évident que les Espagnols ont raison d'être fâchés à cause des agissements du nombre infini d'éléments espagnols indésirables auxquels nous donnons, en France, pleine liberté d'agir contre l'Espagne. En bons politiciens, ils profitent de l'occasion pour faire pression sur nous. Castiella m'a bien dit, en m'accompagnant, combien il était frappé par les événements, combien il les déplorait, combien est grande l'admiration du Gouvernement espagnol pour le général de Gaulle, combien il désire que ce grave épisode termine avec la victoire de la cause française qui est celle de l'Occident. Mais au fond on sent que les Espagnols admirent le général Challe pour son aventure et que si celle-ci avait des chances de réussir ils en seraient ravis, dans l'espoir que l'attitude occidentale et surtout nord-américaine en ce qui concerne l'Afrique, puisse changer et donner à l'Espagne et au Portugal la possibilité de faire reculer leurs propres échéances africaines. - Voilà, vous en savez autant que Paris". L'Ambassade de France et le Ministère ignorent comment

- 7 -

Lagaillarde a atteint Alger.

Après un échange d'impressions sur le complot des généraux et sur le développement des événements en France et en Algérie, la conversation est tombée sur la médiation de la Suisse à propos des conversations entre Paris et le FLN. L'Ambassadeur eut des expressions d'approbation et de reconnaissance pour cette intervention de la Suisse et il ajouta: "Ce que nous ne pouvons pas comprendre c'est l'attitude de certains de vos journalistes, tel par exemple M. Favrod, qui est - nous le savons - un agent du F.L.N. Je reconnais cependant que la Gazette de Lausanne, par la plume de M. Béguin, a montré beaucoup de compréhension pour la politique de la France qui est la seule qui puisse écarter du chemin de l'Occident, le poison que représente désormais la situation en Algérie".

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma haute considération.

L'Ambassadeur de Suisse:

Sumasoli